



**Comité spécial sur l'élaboration d'une convention
contre la criminalité transnationale organisée**

Onzième session

Vienne, 2-27 octobre 2000

Point 5 de l'ordre du jour

**Finalisation et approbation de l'instrument juridique international additionnel
contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces,
éléments et munitions**

Propositions et contributions

**Recommandations du Président du groupe de travail informel sur les
articles 2 et 5 du projet révisé de Protocole contre la fabrication et le
trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions,
additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité
transnationale organisée**

Article 2: Définitions

Alinéa b)

1. Le sous-alinéa b) ii) devrait être supprimé.

Article 5: Incrimination

Paragraphe 1

2. L'alinéa d) devrait être modifié comme suit:

“d) Importation, exportation et fabrication d'engins de destruction au sens du droit interne sans licence ou autorisation émanant d'une autorité compétente de l'État Partie, à condition que ces engins soient portables;”

Nouveau paragraphe

3. Un nouveau paragraphe, se lisant comme suit, devrait être ajouté après le paragraphe 3:

“(...) Les États Parties peuvent s'ils sont d'accord entre eux appliquer d'autres dispositions du présent Protocole aux engins mentionnés à l'alinéa d) ci-dessus.”

4. Il faudrait ajouter dans les travaux préparatoires la note ci-après:

“L’expression ‘engins de destruction’ s’applique aux armes portables telles que des grenades, des roquettes et des lance-roquettes. Les États Parties à la Convention de l’Organisation des États américains ont noté que dans cet instrument les engins de destruction figurent dans la définition des armes à feu.
